

C.A.F. Magazine

N°4

Minerais

Les conflits
liés à
l'exploitation
des minerais



L'extraction minière à l'origine
de nombreux conflits socio-envi-
ronnementaux 3

Travailler (dans les mines)
nuît gravement à la santé.
Le cas du cobalt en RDC 4

Vivre près des mines nuît grave-
ment à la santé. Un village péru-
vien contaminé au plomb 6

La guerre en Ukraine, aussi une
question de minerais 7

Le dilemme des populations
du « triangle du lithium » 9

Guerre économique entre la
Chine et les États-Unis 11

La guerre pour les ressources.
Le cas de la RDC 14





Les précédents CAP nous ont permis de dresser un tableau de notre dépendance aux ressources minérales, de leur caractère stratégique, de leurs très fortes concentrations géographiques et capitalistiques et des appétits qu'elles suscitent. Nous avons schématisé, aussi, les politiques qui sont mises en place pour sécuriser l'approvisionnement de ces ressources essentielles au fonctionnement du capitalisme numérique ou au développement d'une économie décarbonée.

Ce dernier numéro du << CAP magazine >> sur les minerais vous propose de voyager à différents endroits de la terre pour observer des conflits qu'engendrent l'exploitation minière.

L'extraction minière à l'origine de nombreux conflits socio-environnementaux



Conflits socio-environnementaux enregistrés dans la base de données EJAAtlas, 2024



Conflits socio-environnementaux liés à l'extraction de minerais, 2024, base de données EJAAtlas

La base de données internationale EJAAtlas recense depuis 2011 les conflits socio-environnementaux dans le monde impliquant des acteurs et actrices de la société civile et des populations affectées. En 2024, sur les 4 167 cas de conflits recensés dans la base de données des conflits de ce type, pas moins de 788 cas prennent pour cadre le secteur minier¹.

liés à l'extraction de minerais, 2024, base de données EJAAtlas met en avant trois facteurs statistiquement les plus représentatifs pour expliquer ces différents conflits sociaux-environnementaux autour de l'industrie minière :

1. L'injuste répartition des impacts et des bénéfices, combinée à un accès difficile aux informations

sur les risques liés à l'exploitation ;
2. La violation des droits liés à la conservation ou la préservation de l'environnement, des droits liés à la préservation de l'intégrité culturelle et des droits des populations autochtones.

3. La faiblesse des processus de participation et de concertation².

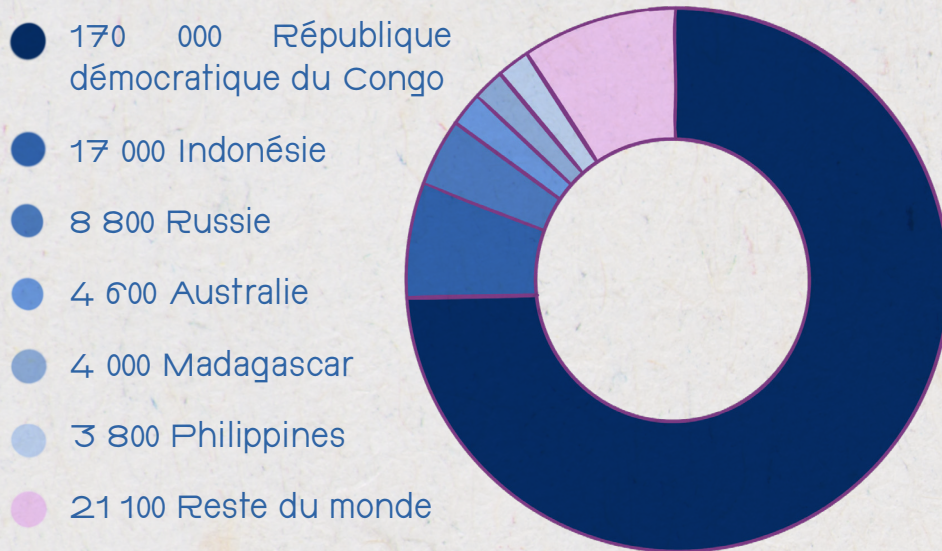
1. EJAAtlas - Global Atlas of Environmental Justice.

2. Rapport d'étude « Controverses minières : Pour en finir avec certaines contrevérités sur la mine et les filières minérales. Volet 1 », SystExt, Novembre 2021

Travailler (dans les mines) nuit gravement à la santé. Le cas du cobalt en RDC

La RDC produit trois quarts du cobalt dans le monde.

Principaux pays producteurs de cobalt dans le monde en 2023, en tonnes métriques



Source : US Geological Survey

Les conditions de travail dans l'industrie minière sont la plupart du temps extrêmement difficiles. D'après l'Organisation Internationale du Travail, c'est le métier le plus dangereux au monde si l'on prend en compte l'ensemble des risques répertoriés par l'agence. Si elle concerne uniquement 1% de la main d'œuvre mondiale, elle représente à elle seule 8% des accidents mortels au travail.

La République Démocratique du Congo (RDC) est le lieu de production de la moitié de la production mondiale de cobalt, matière première indispensable à la production de batteries électriques.

Aujourd'hui, ces importantes mines de cobalt sont exploitées par de grandes multinationales

étrangères (pour la plupart) à qui reviennent la majeure partie des profits (15 des 19 mines productrices de cobalt en RDC en 2020 étaient détenues ou financées par des entreprises chinoises).

Les travailleuses y sont exposées à de nombreux problèmes de santé et accidents de travail. Ils et elles travaillent souvent sans aucun matériel de protection : ni gants, ni casque, ni masque pour se protéger les voies respiratoires, et ce pendant 12 heures chaque jour. Les tunnels sont profonds (environ 30 mètres), et ne respectent souvent pas les normes de sécurité. A titre d'exemple, pas moins de 80 mineuses sont mortes sous terre entre septembre 2014 et décembre 2015 dans le sud de la RDC (lors d'effondrements ou

d'incendies), chiffre bien en deçà de la réalité puisque de nombreux accidents ne sont pas signalés.

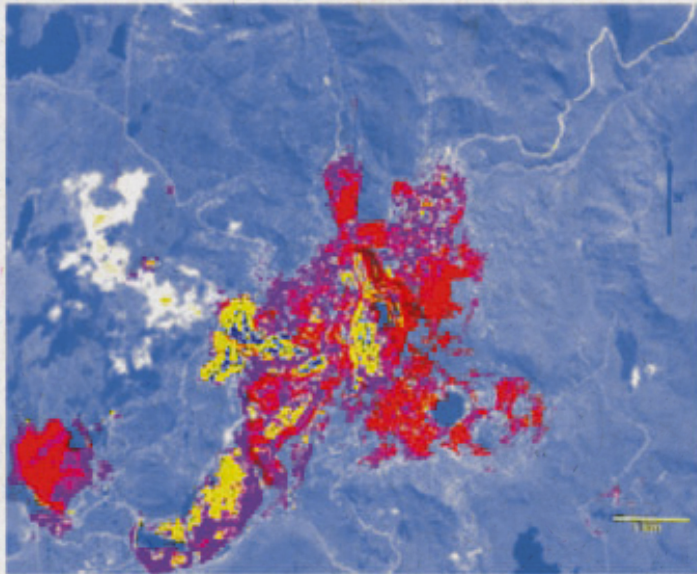
Le travail des enfants, parfois très jeunes, est un fléau notoire dans les mines de RDC. Selon la dernière estimation faite par l'UNICEF (en 2014), au moins 40 000 enfants y travaillaient, afin de subvenir aux besoins de leurs familles.

«Les travailleuses y sont exposées à de nombreux problèmes de santé et accidents de travail»

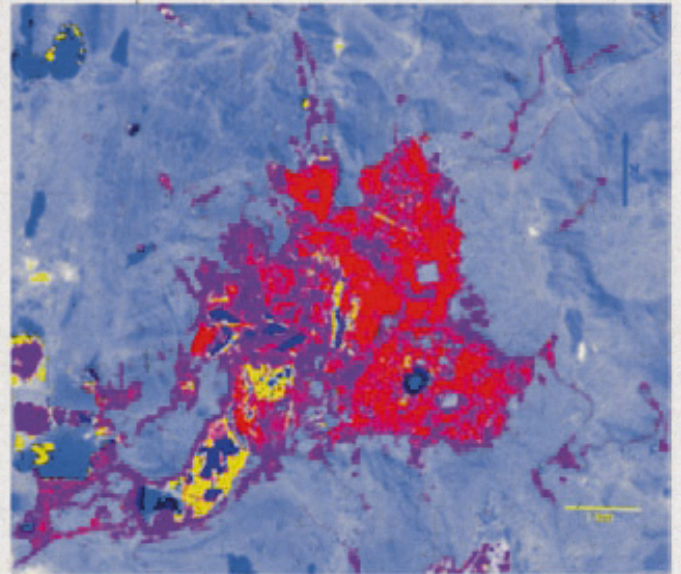
Ce cobalt se retrouve dans les produits de nombreuses marques occidentales qui achètent cette matière première, faisant fi des conditions de son exploitation. En 2019, après de nombreuses alertes, International Rights Advocates dépose une plainte contre Apple, Microsoft, Tesla et Dell pour exploitation des enfants dans les mines de cobalt en RDC. Les entreprises affirment depuis lors ci et là vouloir remplacer le cobalt par du nickel mais la pression sur l'ensemble de ces ressources rend ces déclarations trompeuses.



Vivre près des mines nuit gravement à la santé. Un village péruvien contaminé au plomb



(a) 2001 ASTER



(b) 2018 Sentinel 2

Source: Melton, C.A., Hughes, D.C., Spectral detection of Pb contamination at Cerro De Pasco, Peru with ASTER and Sentinel-2 imagery, May 2019

Les populations locales subissent elles aussi les impacts de l'extraction minière, qui contamine les milieux de vie, mettant fortement en danger la santé des habitants. Contamination de l'eau, ingestion de poussière, inhalation de substances toxiques, ... Les risques sanitaires sont nombreux.

La ville de Cerro de Pasco, au Pérou, est structurée autour d'une mine gigantesque. Celle-ci appartient à la société anglo-suisse Glencore, qui se félicite d'avoir les coûts les moins chers de la branche. Et pour cause, la société ne semble pas s'embarrasser des coûts liés à la mitigation de son activité sur l'environnement immédiat de la

mine. L'air, les sols et l'eau sont durablement contaminés. L'ONG Source International a publié en 2022 une étude démontrant la forte pollution de ce territoire. Par exemple, la teneur en plomb d'un échantillon prélevé dans le sol d'un terrain de football était 42 fois supérieure (4200 %) à la norme.

Les 70 000 habitants de Cerro de Pasco en font les frais. Leur espérance de vie est réduite d'environ cinq ans. Les conséquences sur la santé sont grandes, et en particulier celle des enfants dont le corps est plus sensible à l'absorption de plomb. Ces teneurs très élevées dans l'organisme des enfants est mis en lien, dans l'étude de l'ONG

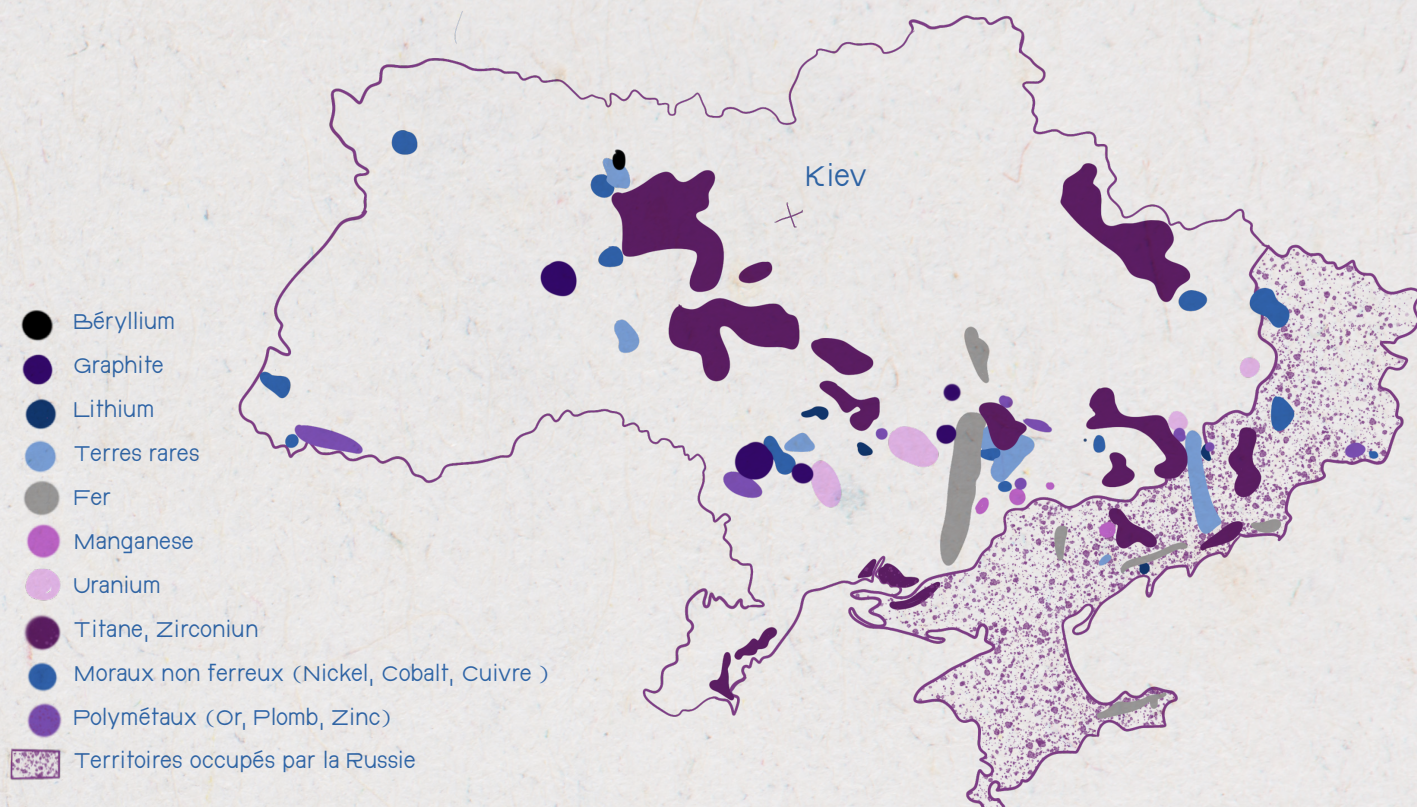
Source International avec des valeurs de QI faibles.

Malgré une aggravation de la charge de plomb entre 2001 et 2018 sur la ville de Cerro de Pasco (comme le montrent les images satellites), Glencore réfute toute responsabilité dans ces événements. Elle a cependant été condamnée par la justice à des amendes, principalement pour des infractions environnementales, le dépassement des seuils de pollution et le non-respect de programmes visant à rectifier ces valeurs³.

3. <https://responsabilite-multinationales.ch/etudes-de-cas/une-mine-contamine-des-enfants/>

La guerre en Ukraine, aussi une question de minerais

Gisements de minerais stratégiques et critiques en Ukraine



Source : Ministère ukrainien de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles

«L'Ukraine, avec ses vastes réserves de minerais, possède un immense potentiel en tant que fournisseur mondial majeur»

Alors que les sanctions européennes et nord-américaines se multiplient contre la Russie après son invasion de l'Ukraine en février 2022, l'extrême dépendance de l'Europe au gaz russe fait craindre un risque de

rupture d'approvisionnement. Une autre problématique du même type – moins discutée dans les médias mais bien réelle et tout aussi cruciale – est charriée par cette guerre : l'approvisionnement en minerais critiques et stratégiques⁴.

«Avant 2022, l'Ukraine constituait d'ailleurs un important fournisseur de ces métaux pour l'Europe»

L'Ukraine, avec ses vastes réserves de minerais, possède un immense potentiel en tant que fournisseur mondial majeur. L'Ukraine possède ainsi environ 20.000 gisements composés de 116 types de minerais différents et figure parmi les fournisseurs potentiels clés de terres rares, de titane, de lithium, de béryllium, de manganèse, de gallium, d'uranium, de zirconium, de graphite, d'apatite, de fluorine et de nickel. Avant 2022, l'Ukraine constituait d'ailleurs un important fournisseur de ces métaux pour l'Europe⁵. En 2021, l'Union européenne avait d'ailleurs établi un partenariat avec l'Ukraine pour renforcer la coopération dans le domaine des métaux stratégiques et des

4. Marina Fabre Soundron, « Métaux stratégiques : La guerre en Ukraine pourrait freiner la transition écologique de l'Union européenne », Novethic, 2 mars 2022.

5. Nataliya Katser-Buchkovska, « The future of critical raw materials: How Ukraine plays a strategic role in global supply chains », World

Economic Forum, 9 juillet 2024.

batteries. Ce partenariat visait à sécuriser l'approvisionnement en matières premières essentielles pour l'industrie européenne et à combler le fossé minier en Europe en développant 100 projets axés sur 10 matières premières critiques⁶.

Les ressources en lithium de l'Ukraine ont particulièrement attiré l'attention internationale récemment, ajoutant une dimension supplémentaire aux intérêts géopolitiques dans la région. Plus particulièrement, la région ukrainienne du Donbass renferme des réserves gigantesques de ce minerai indispensable à la fabrication des batteries. Les gisements ukrainiens pourraient contenir jusqu'à 500.000 tonnes d'oxyde de lithium⁷.

«pour la Russie,
le contrôle des
ressources
minières
ukrainiennes
est crucial tant
sur le plan
économique que
stratégique»

Cependant, d'après Gavin Harper, spécialiste des matériaux critiques et stratégiques, le conflit pourrait perturber l'approvisionnement de l'Europe en métaux et « paralyser » le déploiement des véhicules électriques, des éoliennes et autres technologies décarbonnées⁸. D'autant plus que pour la Russie, le contrôle des ressources minières ukrainiennes

est crucial tant sur le plan économique que stratégique. Depuis 2014, Moscou a par ailleurs renforcé sa présence dans les régions orientales d'Ukraine et a pris possession de plusieurs mines stratégiques⁹.

Une étude de l'université catholique de Louvain, publiée le 25 avril 2022, avertissait qu'« [...] À la suite de l'invasion de l'Ukraine, il devient pressant pour l'Europe de diversifier ses sources d'approvisionnement ». Si elle ne parvient pas à les sécuriser, le continent pourrait

d'après l'étude se retrouver en situation de « vulnérabilité » aux alentours de 2030¹⁰.

Dans la course à la sécurité d'approvisionnement, certains États tentent de tirer leur épingle du jeu, à l'image du président des États-Unis Donald Trump qui, en février 2025, a réclamé l'accès à ces minerais stratégiques en échange du maintien du soutien étatsunien à l'Ukraine vis-à-vis de la Russie¹¹.



6. « Ukraine's critical minerals: A strategic asset for global supply chains », 20 août 2024 et Sébastien Galifrier, « Guerre des ressources minières de l'Ukraine ».

7. Sébastien Galifrier, « Guerre des ressources minières de l'Ukraine », La Terre des Vivants, 25 novembre 2024.

8. Hortense Chauvin, « Métaux rares: la guerre en Ukraine risque de miner la transition écologique ».

9. Sébastien Galifrier, « Guerre des ressources minières de l'Ukraine ».

10. Hortense Chauvin, « Métaux rares: la guerre en Ukraine risque de miner la transition écologique ».

11. 20 Minutes, « Guerre en Ukraine: Titane, lithium, graphite...C'est quoi ces minéraux précieux que convoite Donald Trump ? », 6 février 2025.

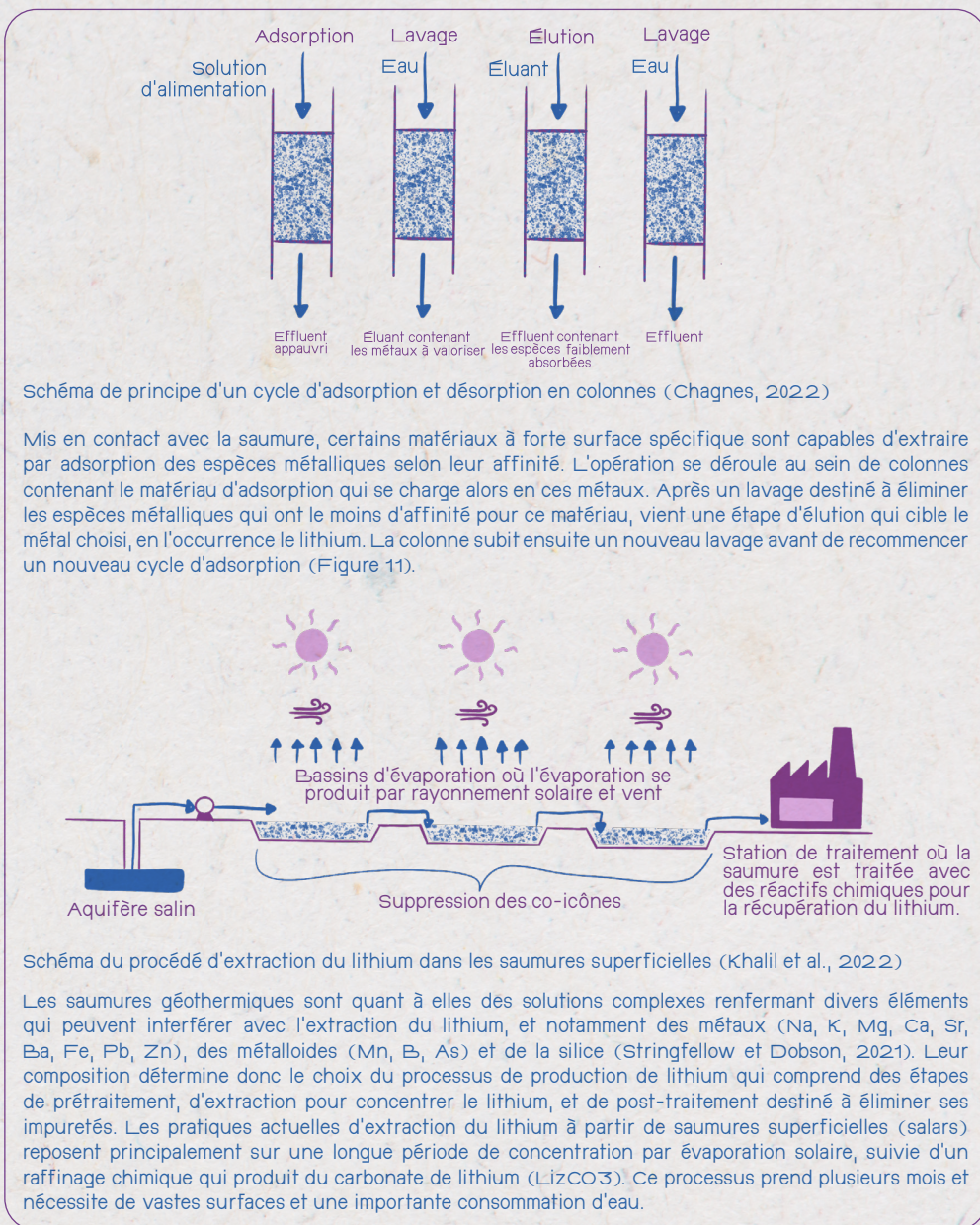
Le dilemme des populations du « triangle du lithium »

«Le « triangle du lithium », qui regroupe le Chili, l'Argentine et la Bolivie, contient environ 85 % des réserves mondiales de ce minéral»

Dans le désert de l'Atacama au Chili, l'exploitation du lithium¹² est principalement détenue par deux multinationales, une Chilienne (SQM¹³) et une étatsunienne (Albemarle¹⁴).

«l'exploitation du lithium repose sur un processus extrêmement gourmand en eau»

Le « triangle du lithium », qui regroupe le Chili, l'Argentine et la Bolivie, contient environ 85 % des réserves mondiales de ce minéral. Cette ressource attire donc les convoitises des grandes multinationales qui y développent des infrastructures d'extraction à grande échelle. Cependant, l'exploitation du lithium repose sur un processus extrêmement gourmand en eau,



«la surexploitation de l'eau pourrait entraîner un assèchement progressif des terres cultivables»

pompé directement dans les nappes phréatiques et menaçant ainsi l'équilibre écologique des salars¹⁵ où vivent de nombreuses communautés¹⁶. Dans le salar d'Atacama, la surexploitation de l'eau pourrait entraîner un assèchement progressif des terres cultivables, mettant en péril les cultures et l'élevage traditionnel (parfois vieux de plusieurs siècles) des populations locales¹⁷.

12. Le lithium est un métal essentiel à la transition énergétique mondiale, en particulier pour la production de batteries utilisées dans les véhicules électriques et les appareils électroniques (voir cap magazine numéro 1).

13. Cette société est détenue à près de 24% par Tianqi Lithium, une société chinoise.

14. Cette société est le plus grand fournisseur de lithium au monde.

15. Étendue de terrain naturellement recouverte de sel, principalement du chlorure de sodium, fréquente en Amérique du Sud.

16. Lithium mines threaten south America's native cultures, wealth and water – National Catholic Reporter

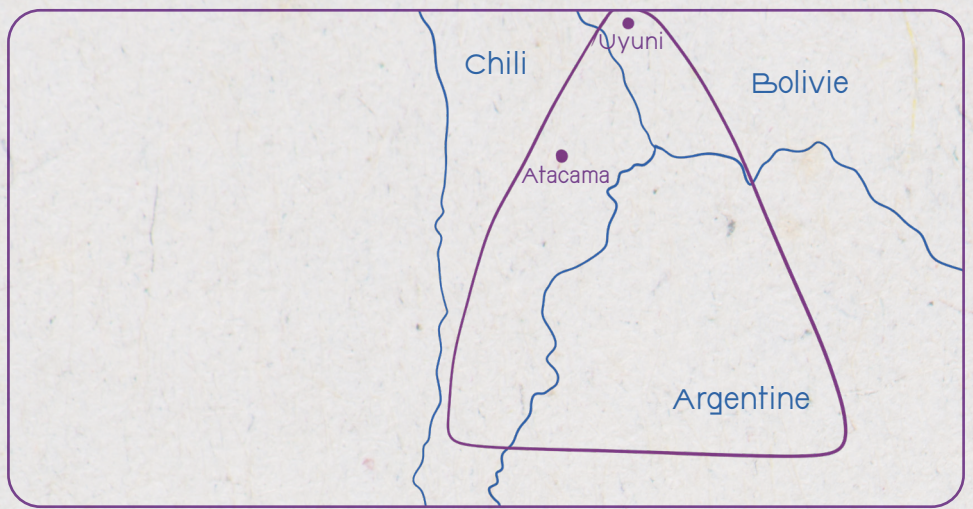
17. Au Chili, tout pour le lithium, au détriment de l'environnement

18. L'écoblanchiment de l'exploitation minière du lithium : essayer de cacher les dégâts

Les grandes entreprises minières comme SQM multiplient les initiatives sociales et environnementales afin de renforcer leur légitimité aux yeux des communautés locales. Des ateliers de sensibilisation sur la biodiversité aux projets de recyclage, en passant par le financement d'infrastructures éducatives, tout est mis en œuvre pour se positionner en acteur responsable¹⁸. Parallèlement, les compagnies minières investissent massivement dans les infrastructures sociales des villages environnants. Cliniques mobiles, bourses d'études, événements culturels... autant d'actions qui pallient l'absence de l'État et créent une dépendance économique vis-à-vis des exploitants¹⁹.

«Ce phénomène entraîna un isolement des communauté locale et une augmentation de la violence, notamment envers les femmes»

Cette relation ambiguë suscite également des tensions au sein des communautés. Certaines personnes acceptent cette aide, faute d'alternatives, tandis que d'autres dénoncent une tentative de manipulation visant à faire taire les critiques sur l'impact de



l'extraction. Des rivalités internes naissent, alimentant jalousie et méfiance entre les membres d'une même communauté. Progressivement, les relations sociales se détériorent²⁰.

D'autres problèmes s'observent dans le triangle du lithium. En Argentine, par exemple, dans la mine d'Alumbrera (désormais fermée), l'installation de projets miniers à grande échelle s'était accompagnée de l'arrivée massive de travailleurs étrangers, souvent dans un système de travail dit « Fly-in-Fly-out²¹ », où ces hommes venaient travailler temporairement sans s'intégrer aux communautés locales. Ce phénomène entraîna un isolement des communauté locale et une augmentation de la violence, notamment envers les femmes. Plusieurs témoignages issus de communautés affectées rapportent une hausse marquée des cas de harcèlement et d'agressions sexuelles, notamment des jeunes filles²². Un autre aspect alarmant a été l'augmentation de la consommation de drogue et d'alcool. Plusieurs leaders communautaires rapportent que,

avant l'arrivée des projets miniers, ces fléaux étaient rares, voire inexistantes. Ce climat d'insécurité et de tensions permanentes a complètement déstructuré le tissu social.

L'un des aspects majeurs de ce conflit réside dans l'absence de régulation « stricte » de l'État face aux multinationales²³. Les gouvernements locaux privilégient souvent les investissements étrangers au détriment des droits des populations autochtones et de la préservation des écosystèmes. Ces populations possèdent pourtant des droits territoriaux et environnementaux reconnus par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), adoptée en 2007. Ces droits garantissent la préservation de leurs terres et la gestion de leurs ressources naturelles en accord avec leurs traditions. Malgré les dispositions de l'Article 32 de l'UNDRIP, qui exige un consentement préalable, libre et éclairé avant toute exploitation des ressources, ces populations sont la plupart du temps mises devant le fait accompli²⁴.

19. L'écoblanchiment de l'exploitation minière du lithium : essayer de cacher les dégâts

20. L'écoblanchiment de l'exploitation minière du lithium : essayer de cacher les dégâts

21. Le Fly-in Fly-out consiste à employer des personnes dans des régions éloignées en les transportant temporairement sur le lieu de travail au lieu de relocaliser les employés et leurs familles de façon permanente.

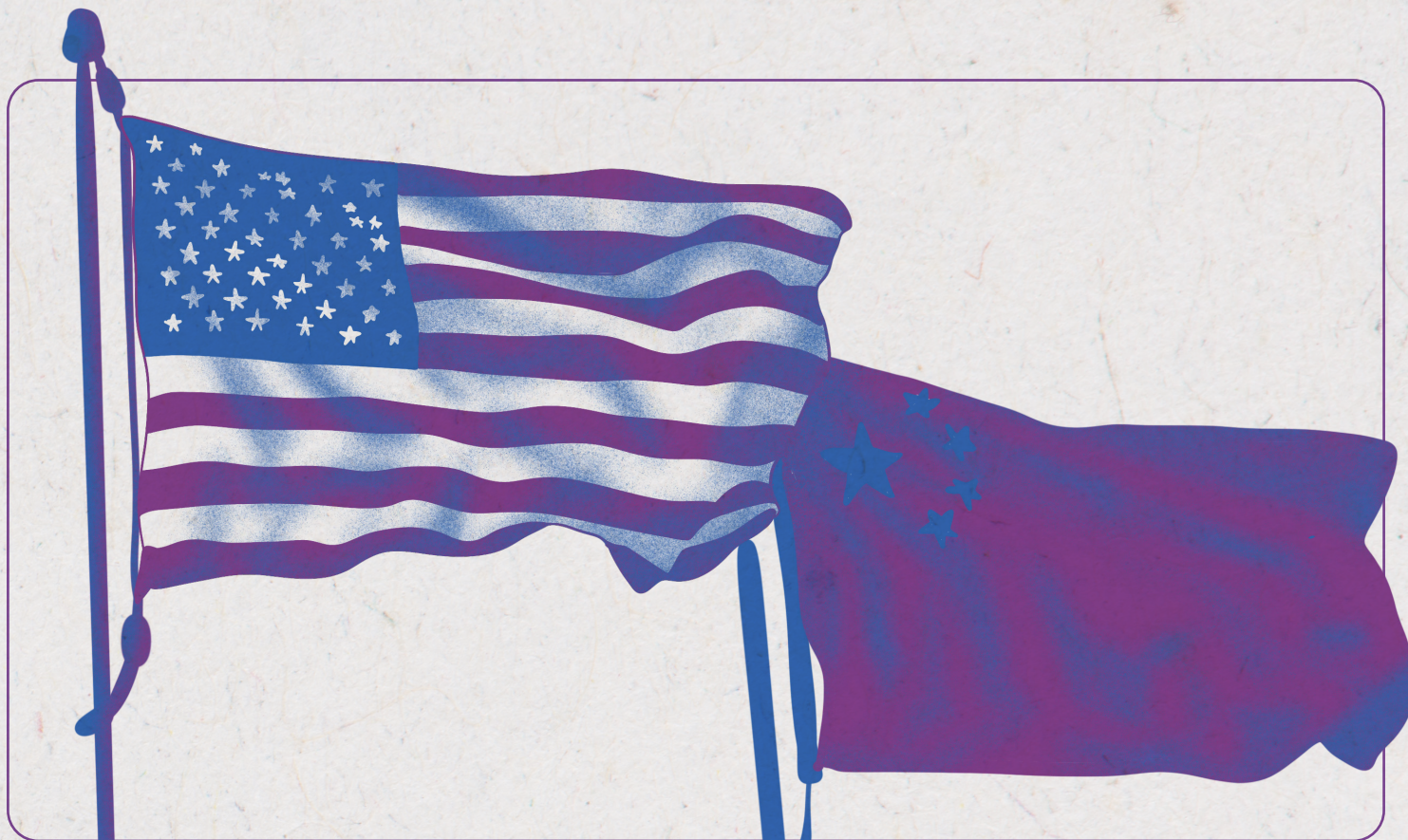
22. L'impact de l'industrie minière et énergétique sur les droits des femmes – AQOCI

23. Bien qu'en avril 2023 le Chili ait mis en place une « Stratégie Nationale du Lithium » visant à renforcer le contrôle de l'État sur

l'exploitation de cette ressource stratégique. Elle prévoit la création d'une Société Nationale du Lithium, des partenariats public-privé, et une participation accrue de l'État dans les entreprises existantes comme SQM et Albemarle. Le plan inclut aussi des appels d'offres transparents, des technologies d'extraction durables, et la protection des écosystèmes et des communautés locales, afin de maximiser les bénéfices nationaux tout en respectant l'environnement.

24. Dans certains cas, des modifications législatives sont même mises en place pour faciliter l'implantation des compagnies minières, en réduisant les protections environnementales et en limitant les possibilités de contestation sociale comme dans l'Argentine de Javier Milei.

Guerre économique entre la Chine et les Etats-Unis



«De cet état de fait résulte une situation de dépendance pour les Etats-Unis et l'Europe dont la Chine peut tirer profit»

On l'a vu, la Chine occupe une place centrale dans toutes les étapes de la chaîne de production relative aux métaux critiques et stratégiques ; de la prospection à la production de produits dérivés

en passant par l'extraction et le raffinage²⁵. De cet état de fait résulte une situation de dépendance pour les Etats-Unis et l'Europe dont la Chine peut tirer profit, notamment en limitant, voire en stoppant, ses exportations de minerais.

Ceci a pu s'observer, déjà, en 2010, suite à la collision entre un bateau de pêche chinois et 2 garde-côtes japonais au large des îles Senkaku-Diaoyu, elles-mêmes objets d'un différend territorial entre les deux pays. En réponse aux accusations japonaises (selon lesquelles la Chine aurait orchestré la collision) et à l'arrestation du capitaine chinois, la Chine décida

de stopper ses exportations de terres rares au Japon²⁶, à l'époque 1er importateur de ces minerais chinois dont il était extrêmement dépendant²⁷. L'année suivante, les prix de certains de ces métaux ont connu des augmentations vertigineuses, allant jusqu'à + 500%²⁸.

Aout 2023. En réaction à la limitation des ventes de puces électroniques et de technologies de fabrication de puces par les Etats-Unis²⁹ (mais également par l'UE et le Japon³⁰), le ministère du Commerce chinois impose à son tour des restrictions à ses exportations de gallium et de germanium, tous deux essentiels à la fabrication de semi-conducteurs

25. Seaman, J. (2023) . Minerais critiques : une diversification problématique. Politique étrangère, Hiver (4), 67-79. <https://doi.org/10.3917/pe.234.0067>.

26. <https://www.geopoliticalmonitor.com/a-brief-history-of-us-china-rare-earth-rivalry/>

27. Seaman, J. (2023) . Minerais critiques : une diversification problématique. Politique étrangère, Hiver (4), 67-79. <https://doi.org/10.3917/pe.234.0067>.

28. Seaman, J. (2019). La Chine et les terres rares. Son rôle critique dans la nouvelle économie | Ifri. Dans Ifri.org. <https://www.ifri.org/>

[fr/notes/la-chine-et-les-terres-rares-son-role-critique-dans-la-nouvelle-economie](https://www.ifri.org/fr/notes/la-chine-et-les-terres-rares-son-role-critique-dans-la-nouvelle-economie)

29. Cette limitation des ventes s'inscrit dans la stratégie américaine, dévoilée en octobre 2022, qui a pour objectif de limiter les progrès technologiques chinois. Voir : Seaman, J. (2023) . Minerais critiques : une diversification problématique. Politique étrangère, Hiver (4), 67-79. <https://doi.org/10.3917/pe.234.0067>.

30. <https://edition.cnn.com/2023/10/11/tech/china-chips-gallium-germanium-intl-hnk/index.html>

(utilisés entre autres dans les véhicules électriques) ou dans la fabrication d'aimants en terres rares pour les panneaux photovoltaïques et les éoliennes³¹.

La baisse des exportations a été immédiate et a eu des effets conséquents : 2700 kg de gallium chinois ont été exportés en janvier et février 2024 contre 8800 kg à la même période l'année précédente³². Cette baisse des exportations a entraîné une hausse des prix de ces métaux. En octobre 2023, le prix du gallium avait déjà augmenté de plus de 17% par rapport à début juin. L'augmentation des prix a semble-t-il été plus marquée sur les marchés européens où, à la mi-octobre 2023, le prix du gallium avait augmenté de 68% par rapport à celui de début juillet³³.

des exportations de technologies de fabrication d'aimants à base de terres rares, s'ajoutant à l'interdiction d'exporter les technologies d'extraction et de séparation des terres rares déjà en application³⁴.

L'USGS (United States Geological Survey) estime qu'une interdiction totale des exportations de germanium et de gallium par la Chine pourrait faire baisser le PIB étatsunien de 3,4 milliards de dollar. Les entreprises de fabrication de semi-conducteurs seraient les plus durement touchées puisqu'elles représenteraient plus de 40% des pertes totales. Dans ce cas de figure, les prix du gallium et du germanium pourraient augmenter respectivement de 150% et 26%³⁵.

stocks mondiaux³⁶). A l'heure d'écrire ces lignes, impossible d'analyser les effets sur les prix du marché. Ce que l'on peut déjà dire en tout cas, c'est que le prix de l'antimoine a augmenté de 250% depuis le début de l'année 2024³⁷ et que cette nouvelle décision ne risque pas d'arranger la tendance.

Face à cette dépendance envers la Chine en minerais critiques et stratégiques, les Etats-Unis cherchent à la fois à augmenter leur production domestique et à diversifier leurs sources d'approvisionnement, en se tournant par exemple vers... l'Ukraine, dont les potentiels en minerais sont très importants.

«une interdiction totale des exportations de germanium et de gallium par la Chine pourrait faire baisser le PIB étatsunien de 3,4 milliards de dollar»

«le prix de l'antimoine a augmenté de 250% depuis le début de l'année 2024»

Le 1er décembre de la même année, la Chine soumettait également l'export de graphite à une autorisation préalable. Deux semaines plus tard, c'était au tour

Ce scénario alarmant se produira pourtant en décembre 2024. Après de nouvelles mesures étatsuniennes attaquant le secteur des puces électroniques chinois, la Chine a riposté en interdisant les exportations de gallium, de germanium ainsi que d'antimoine vers les Etats-Unis (autre minéral essentiel dans le domaine de l'armement et des semiconducteurs dont la Chine produit environ la moitié des

31. https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/se-mi-conducteurs-la-chine-restreint-l'exportation-de-deux-metiaux-indispensables-20230801_73UZMGQIZ5GJTGRJK4S4Q3FBBQ/ et <https://www.nationalobserver.com/2025/02/14/news/2-obs-cure-clean-energy-metals-are-caught-crosshairs-us-china-trade-war>

32. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20240407-la-chine-fait-doubler-les-prix-du-gallium-petit-m%C3%A9tal-strat%C3%A9gique>

33. https://www.usitc.gov/publications/332/executive_briefings/eobot_germanium_and_gallium.pdf

34. <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-bans-ex->

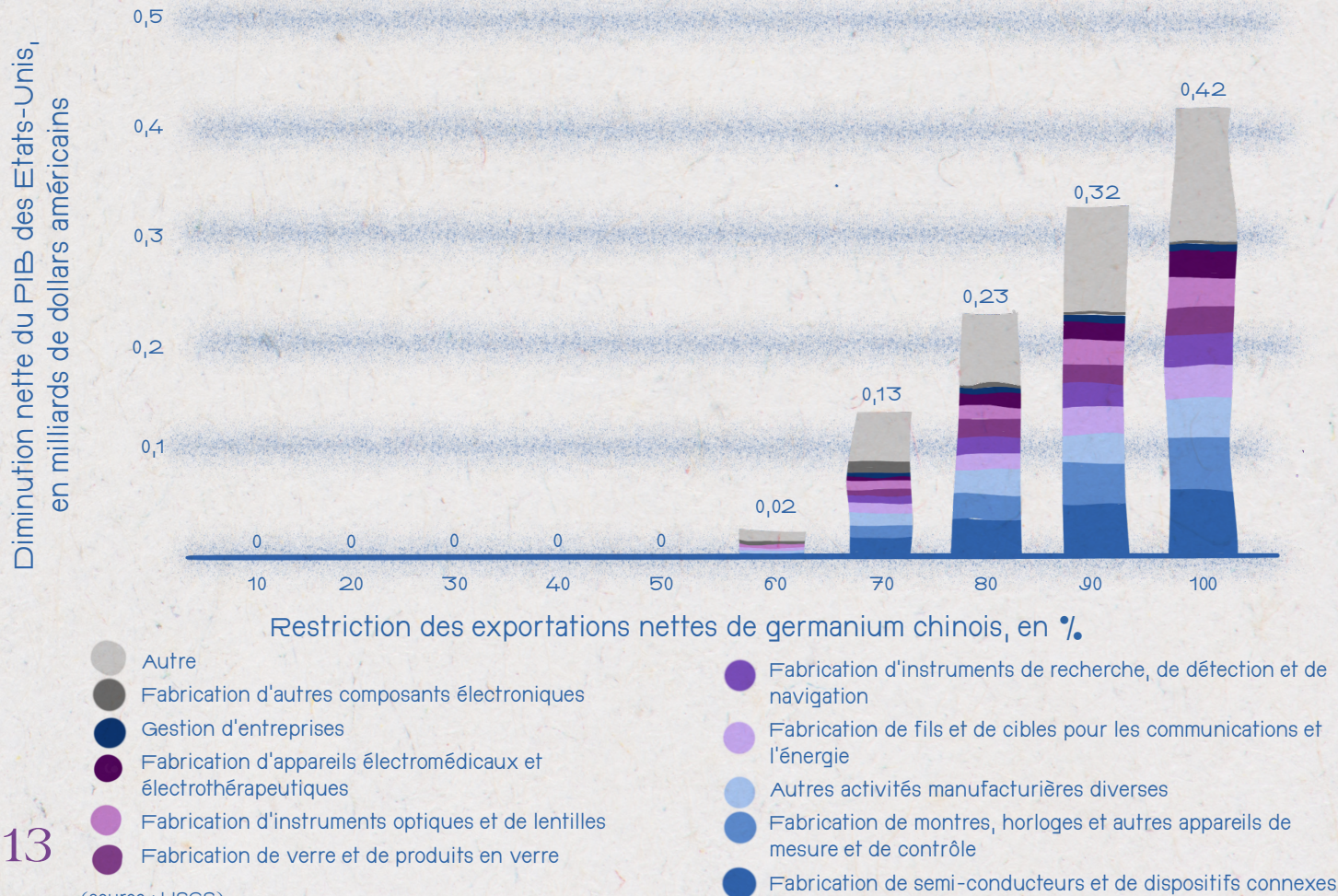
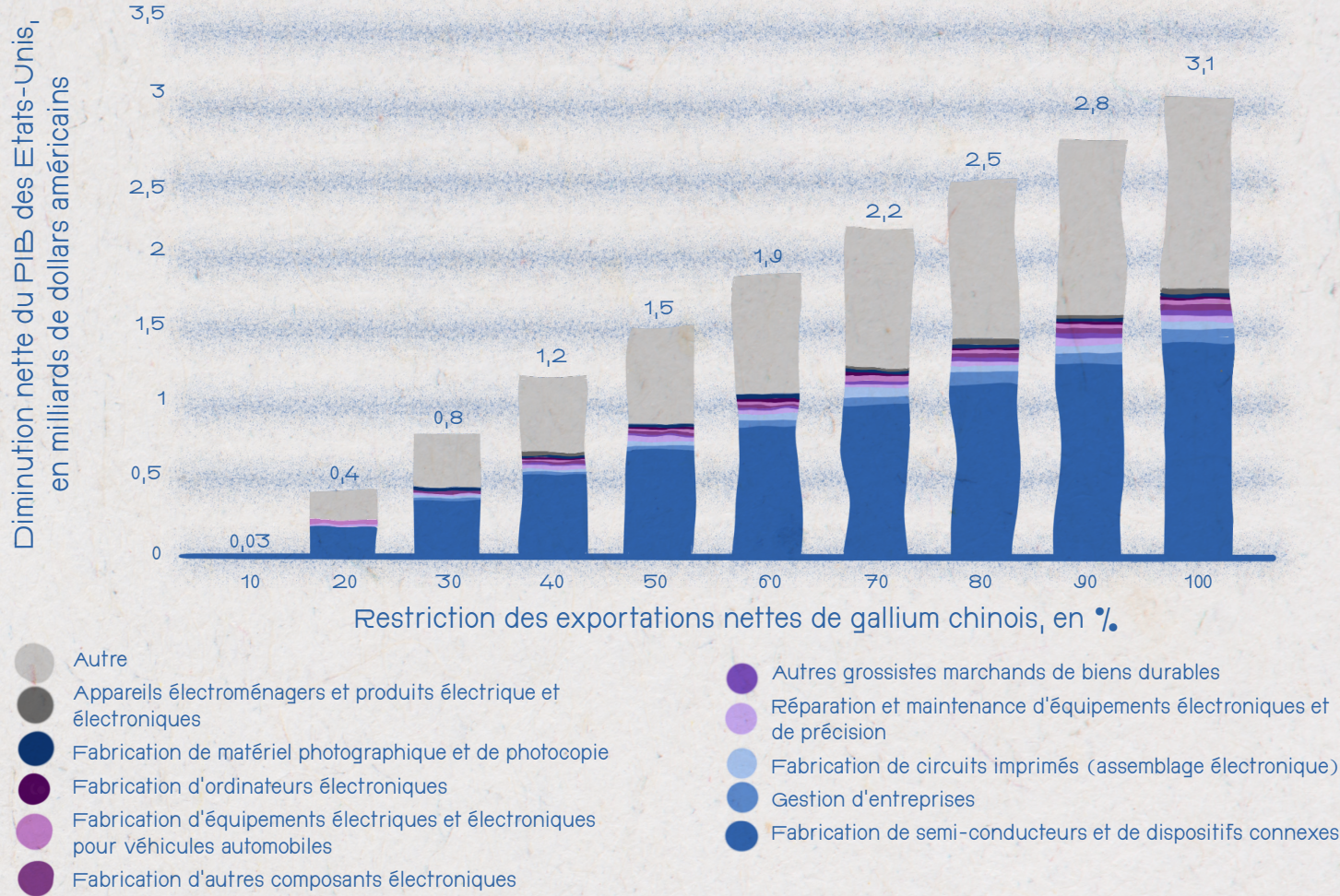
<https://www.reuters.com/markets/commodities/china-bans-ex-ports-rare-earths-processing-technologies-2023-12-21/>

35. <https://www.usgs.gov/news/national-news-release/usgs-critical-minerals-study-bans-gallium-and-germanium-exports-could-cost-the-us-3-4-billions/>

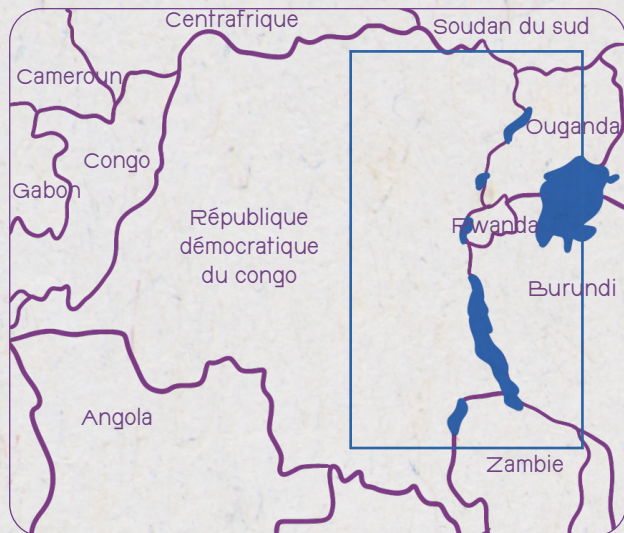
36. <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-bans-ex-ports-gallium-germanium-antimony-us-2024-12-03/>

37. <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-export-ban-push-antimony-prices-new-highs-2025-01-06/#:~:text=Last%20month%2C%20China%20banned%20ex-ports,by%20around%2050%25%20in%202024.>

Graphique. Diminution nette estimée du PIB étatsunien à différents niveaux de restrictions des exportations nettes de la Chine de gallium (A) ou de germanium (B), par industrie



La guerre pour les ressources. Le cas de la RDC



Violences incessantes
Événement violent mortel pour
au moins une personne (civile ou
militaire¹) entre janvier 2019 et mars
2024

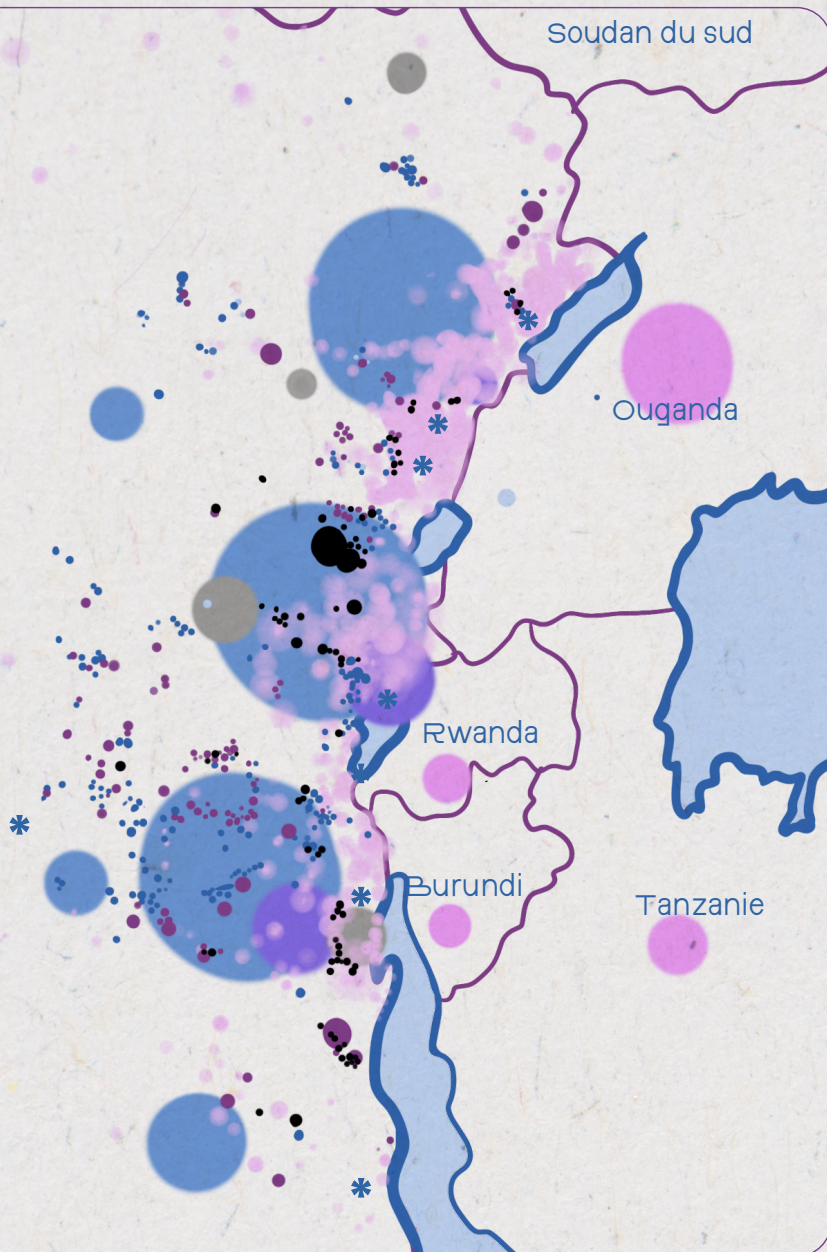
Exploitations minières artisanales
sous la coupe...

- ... d'éléments indisciplinés des FARDC²
- ... d'un autre groupe armé
- Pas de présence militaire avérée
- Pas d'information de mineurs

Mouvements massifs de population en
milliers de personnes en mars 2024

- Réfugiés congolais à l'étranger
- Réfugiés étrangers en RDC
- Population déplacée
- dont déplacés en 2024

* Base de la Monusco, en cours de
transfert aux FARDC?



1. Forces armées régulières, milice ou autre troupe armée
2. Forces armées de la République démocratique du Congo

Source : Monde diplomatique, Dans l'Est, mines, groupes armés et réfugiés

Depuis bientôt 30 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) connaît un violent conflit à l'Est du pays. 6 millions de personnes sont mortes dans ce conflit qui n'en finit pas. L'équivalent de plus de la moitié de la population belge. 7 millions d'autres ont été obligées de se déplacer et de quitter leur foyer. Si cette situation prend sa source dans la dynamique conflictuelle

«6 millions de
personnes sont
mortes dans ce
conflit qui n'en
finit pas»

liée à la décolonisation (et à la guerre civile puis au génocide au Rwanda en 1994-1995) elle se prolonge dans des tensions

économiques et géopolitiques extrêmement vives, provoquées par les richesses naturelles très importantes des terres congolaises. Parmi celles-ci, les deux provinces du Kivu (Est de la RDC), riches en or, en cobalt et en coltan (toutes indispensables à la production de smartphones, d'ordinateurs et de batteries. 60 à 80% des réserves mondiales de coltan se trouvent dans les deux

Kivu !), sont tristement célèbres pour être les victimes d'une violence acharnée.

«60 à 80% des réserves mondiales de coltan se trouvent dans les deux Kivu»

L'accaparement de ces ressources est un moyen pour les groupes armés de persister et de grandir, mais aussi une fin en soi vues les énormes richesses qu'elles promettent. Des groupes armés qui sont aidés et soutenus par des pays de la région (Rwanda, Ouganda, etc), eux-mêmes soutenus par des puissances étrangères.

Depuis janvier 2024, nous constatons une nouvelle escalade de la violence armée dans la région. Ces violences ont entraîné la mort de centaines de personnes en quelques mois et ont contraint des dizaines de milliers de congolais à fuir. Selon l'OCHA (l'Agence des Nations Unies pour l'aide humanitaire), plus de 25,4 millions de personnes – soit un quart de la population du pays – souffrent d'insécurité alimentaire sévère, dont 3,5 millions en situation d'urgence alimentaire, notamment due à la violence et l'insécurité dans les provinces orientales.

Selon plusieurs rapports de l'ONU, le Rwanda est derrière des milices armées responsables d'atrocités sur le territoire congolais. Parmi les plus connues, citons le mouvement rebelle M23 qui est financé, armé et soutenu

par le gouvernement du président Paul Kagame.

Depuis la fin de l'année 2024, l'offensive s'intensifie et le M23 progresse vers le Sud de la RDC. Il annonce ses intentions de marcher jusqu'à la capitale Kinshasa, de l'autre côté de cet immense pays. A ce moment, plusieurs rapports internationaux certifient que l'armée rwandaise est également présente sur le territoire congolais.

«le Rwanda, qui ne possède pas une seule mine de coltan ou de tantale sur son territoire est devenu, en quelques années, respectivement le 1er et le 3e exportateur mondial de ces minerais»

L'union européenne, comme d'autres puissances étrangères, soutient le Rwanda dans son entreprise de spoliation du Congo. C'est ainsi qu'en février 2024, l'UE conclut un accord avec le Rwanda visant à « favoriser le développement de chaînes de valeur durables et résilientes pour les matières premières critiques ». Un accord extrêmement problématique vu que le sol rwandais est dépourvu de ces fameuses « matières premières critiques ». À titre d'exemple, le Rwanda, qui ne

possède pas une seule mine de coltan ou de tantale sur son territoire est devenu, en quelques années, respectivement le 1er et le 3e exportateur mondial de ces minerais³⁸!

Autre exemple présenté par Erik Kennes, chercheur à l'Institut royal belge des relations internationales Egmont, souligne que : « Selon les chiffres de la Banque centrale du Rwanda, l'or représente un tiers des revenus des exportations rwandaises, bien plus que le coltan. Or, selon des experts, Kigali ne produit que 3 kg d'or sur son territoire³⁹. »

Les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, les plus gros consommateurs des ressources provenant des mines congolaises, décident de fermer les yeux sur l'origine des minerais, et les liens évident entre leur exploitation et les violences dans la région. La présence de bases militaires étrangères en RDC et aux alentours prouve aussi que ces grandes puissances surveillent attentivement la situation et le conflit en cours, avec l'intention de préserver leurs propres intérêts économiques.

38. <https://www.agenceecofin.com/mines/0804-117688-en-2023-le-rwanda-s-est-classe-premier-exportateur-mondial-de-coltan-pour-la-5e-fois-en-10-ans>

39. <https://afrique.lalibre.be/79416/rdc-kigali-veut-gerer-le-kivu->

CAP Magazine 0

Notre système de développement économique est conflictuel. Il génère de la compétition et des conflits. Surtout, il est basé sur une contradiction fondamentale, indépassable: il postule la croissance infinie, l'infinitude des besoins. Mais dans un monde fini, dans lequel les ressources sont limitées et ne se renouvellent pas. La conflictualité de notre système de développement se cristallise donc autour des ressources dont toutes les sociétés ont besoin pour vivre et se développer: eau, ressources énergétiques et minérales.

Pour faire croire à la possibilité de dépasser la finitude des ressources et permettre la fuite en avant de notre système de développement, on avance constamment le fait que le progrès technologique nous permettra de nous débarrasser des contingences matérielles. Erreur de plus en plus manifestement funeste.

CAP Magazine

Minerais

N°1

L'économie numérique, la << transition énergétique >> et la course aux minerais

N°2

Des minerais concentrés géographiquement qui suscitent l'appétit

N°3

Assurer l'approvisionnement en minerais

N°4

Les conflits liés à l'exploitation des minerais

CAP Magazine

Énergies

N°1

Gaz, pétrole, uranium. Sur la piste de notre énergie

N°2

Les acteurs mondiaux des énergies fossiles. Qui, quoi, comment?

N°3

La sécurisation de notre consommation d'énergie. Comment rassurer notre dépendance?

N°4

Assoiffés d'énergies fossiles. A quel(s) prix? Des guerres pour les énergies.

CAP Magazine

Eau

N°1

L'eau, c'est la vie. Cycle de l'eau et consommation dans le monde

N°2

L'indispensable et inégal accès à l'eau. Entre bien commun et ressource marchande.

N°3

L'eau, source de conflit ou de coopération?

N°4

Des guerres pour l'eau.

Rédaction :
Samuel Legros
avec l'aide de Gaylord, Cécile & Marine

Conception graphique :
Tiphany Hotin



Rue de l'éclipse 6,
1000 Bruxelles
N° d'entreprise 0467256918
RPM Bruxelles
BE 49 0010 6244 8171

Éditrice responsable :
Giulia Contes
co-presidence@cnapd.be

02 640 52 62
info@cnapd.be
www.cnapd.be
facebook.com/CNAPD
instagram @cnapdasbl



avec le soutien
de la fédération
Wallonie-Bruxelles

